

CAPITAL SOCIAL, STRATIFICATIONS ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

Une revue des travaux français et anglo-saxons

Fabien Granjon et Benoît Lelong

Lavoisier | « Réseaux »

2006/5 n° 139 | pages 147 à 181

ISSN 0751-7971

ISBN 9782746216853

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-reseaux1-2006-5-page-147.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Lavoisier.

© Lavoisier. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

**CAPITAL SOCIAL, STRATIFICATIONS
ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION
ET DE LA COMMUNICATION**

Une revue des travaux français et anglo-saxons

Fabien GRANJON

Benoit LELONG

La question des *inégalités numériques* et des clivages sociaux liés à la (non) appropriation des technologies de l'information et de la communication (TIC) est désormais l'objet d'une littérature proliférante¹. On voudrait, ici, ébaucher un rapide état de l'art (nécessairement partiel), en prêtant attention aux traitements qui en ont été faits sous l'angle particulier des sociabilités. Nous nous intéresserons pour l'essentiel à l'une des formes d'appareillage interprétatif mobilisées pour problématiser la différenciation des pratiques relationnelles et des rapports qu'elles entretiennent aux TIC : le *capital social*. La notion de capital social a en effet la particularité d'articuler deux ordres de la réalité sociale, les liens interpersonnels et la stratification, habituellement travaillés par des recherches disjointes. Résumant l'ensemble des ressources relationnelles d'une personne ou d'un groupe, le capital social autorise la mise à jour du caractère inégalitaire de sa répartition. Il permet également de rendre visible la stratification sociale et ses configurations (notamment les formes relationnelles d'homophilie et d'évitement social), ainsi que ses modalités de production, de reproduction et de transformation. Auparavant limitée à quelques domaines spécialisés de la sociologie (et totalement ignorée par d'autres traitant de questions voisines), cette notion a acquis récemment une visibilité sans précédent et débordé dans les champs médiatique et politique.

Au fur et à mesure que les TIC se diffusent dans le corps social, la part des contacts médiatisés augmente sensiblement, conduisant à faire évoluer les formes ordinaires des relations. La multiplication des machines à communiquer complexifie la morphologie des répertoires relationnels des usagers qui tendent à spécialiser leurs pratiques communicationnelles et à distribuer leurs usages en les ajustant à la fois aux capacités technologiques des dispositifs mobilisés, mais également aux contextes spécifiques qui cadrent la relation et à la nature du contact. Si elles ne les conditionnent bien évidemment qu'en partie, les TIC façonnent néanmoins les cadres d'interaction où s'entretiennent les liens de sociabilité et initient des

1. Cet article a bénéficié des remarques et suggestions de Zbigniew Smoreda et d'Olivier Donnat, qu'ils en soient ici remerciés.

couplages sociotechniques inédits. Ces derniers révèlent, sous des formes quelque peu renouvelées, la prégnance des inégalités sociales et génèrent aussi des discours contradictoires quant aux possibilités de déplacer ces dernières. Les inégalités numériques ont récemment fait l'objet de nombreux travaux français et nord-américains. L'un des traits frappants de cette lignée de recherches est l'importance des désintérêts et des ignorances réciproques qui la fragmentent en de multiples sous-ensembles souvent déconnectés, bien que portant sur des thématiques très proches. Une première ligne de fracture distingue les travaux anglophones et francophones sur les réseaux sociaux. On rattachera aux premiers, pour simplifier le propos, l'ensemble des travaux de l'approche néo-structurale – y compris les contributions françaises². L'intérêt accordé aux outils de communication dessine une deuxième séparation au sein de cet ensemble de recherche. Nous voudrions ici en esquisser un modeste panorama, en ayant donc pour fil rouge la notion de capital social qui le traverse de part en part, parfois sous des formulations variées. A cette fin, on privilégiera la question des sociabilités, en face-à-face ou instrumentées, et on laissera de côté les thématiques de la confiance, des normes et de la cohésion sociale, déjà abordées par d'autres présentations d'ensemble³.

LE CAPITAL SOCIAL : UN CAMÉLÉON CONCEPTUEL

Les travaux anglo-saxons

La notion de *social capital* n'est pas réellement récente. Hannerz⁴, Bourdieu⁵, Coleman⁶, Burt⁷, pour ne citer que quelques auteurs parmi les plus connus, ont, chacun à leur manière, eu recours à cette expression, afin de désigner un ensemble de réalités sociales pour le moins disparates (des répertoires de sociabilités, des configurations relationnelles spécifiques, un ensemble de ressources, un instrument de pouvoir, etc.) qui s'appliquent soit à un individu, soit à une entité collective (famille, voisinage, groupe affinitaire, région, nation, etc.), lesquels sont le résultat d'un choix rationnel opéré volontairement, ou le simple effet de la vie en société, dont la nature

2. Voir par exemple, LAZEGA *et al.*, 1998.

3. BEVORT et LALLEMENT, 2006 ; PONTHEUX, 2006.

4. HANNERZ, 1969.

5. BOURDIEU, 1980.

6. COLEMAN, 1988.

7. BURT, 1992.

peut être d'ordre privé ou public. Les sens diffèrent donc sensiblement d'un auteur à l'autre et la mobilisation de la notion au sein d'espaces de questionnement fort variés contribue à en faire une sorte de « caméléon conceptuel » échappant au consensus théorique.

C'est très certainement à James Coleman⁸ que l'on doit, outre-Atlantique, la première focalisation insistante sur la notion de *social capital* qu'il développe dans la perspective de redonner de l'épaisseur sociale à la figure de l'*homo œconomicus* intéressé et stratège des économistes⁹. Développant une vision largement alimentée par la théorie du choix rationnel et de l'individualisme méthodologique, il s'écarte des approches considérant que la matière sociale est le résultat de phénomènes de différenciation fondés sur une distribution inégale des positions dans la structure sociale. Il entend répondre à la question : « comment conceptualiser les formes sociales selon lesquelles les comportements individuels aboutissent aux résultats sociaux que l'on observe au niveau macro-économique¹⁰ ». Cette vision économique du social lui permet de postuler que tout individu est détenteur de ressources qu'il propose nécessairement, presque à son insu, sur un marché organisé par des relations sociales, idéalement multiplexes et relativement bien bornées, le mettant en contact avec d'autres acteurs eux aussi porteurs de ressources qu'ils peuvent alors partager à l'aune d'un contrôle mutuel. Le capital social est un bien public qui réside dans la structure des réseaux sociaux, mais c'est aussi un espace d'investissement pour des stratégies individuelles. Il est, en somme, ce qui permet de favoriser les actions des acteurs inscrits au sein d'une structure sociale donnée. Dans cette perspective, les structures sociales sont elles-mêmes des ressources potentiellement utiles et composent en cela la substance même de ce qu'est le capital social : « Le capital social est défini par sa fonction. Ce n'est pas une entité simple, mais une variété de différentes entités ayant deux caractéristiques en commun : elles ont toutes à voir avec ce qu'est une structure sociale et elles facilitent certaines actions des individus qui sont dans la structure. Comme d'autres formes de capital, le capital social est productif et rend possible l'accomplissement de certains objectifs qui en son absence ne sauraient se réaliser. (...) Une forme donnée de capital social permettant de faciliter certaines actions peut être inutile ou même nuisible en d'autres cas. (...) A la différence d'autres formes de capital, le capital social existe dans la structure des relations entre les

8. COLEMAN, 1988, 1990.

9. Voir par exemple OLSON, 1971.

10. STEINER, 2003, p. 207.

personnes et parmi les personnes¹¹ ». Pour le dire autrement, le capital social est une forme de ressource immanente à toutes les espèces de structures sociales, en tant qu'elles organisent les relations sociales qui les constituent. Il se « créé quand les relations entre les personnes entraînent des manières de faire qui facilitent l'action. (...) Les équipements productifs et le capital humain facilitent l'activité productive, et le capital social fait de même¹² ». Le capital social se présente donc aussi comme un bien collectif, dont les acteurs sont susceptibles de tirer individuellement des bénéfices, quand bien même il n'y aurait de volonté explicite de leur part de le faire. Pour Coleman, il existe principalement trois formes de ressources et donc trois formes de capital social : a) les obligations et attentes, sorte de don et contre don créant une solidarité primaire reflétant la nécessité de se mobiliser mutuellement pour assouvir des besoins en partageant des ressources ; b) l'obtention d'informations, un bien rare nécessitant un investissement spécifique dont le partage par relations en réduit grandement les coûts d'acquisition ; c) le contrôle social et la production de normes régulant le collectif.

C'est à Robert Putnam, empruntant largement à James Coleman, que l'on doit sans doute la montée en puissance de la notion et ses principaux *effets de théorie*¹³. Avec *Bowling Alone : America's declining social capital*¹⁴, il va inaugurer une controverse autour du déclin de la vertu civique et du capital social aux Etats-Unis, étiolement qui, selon lui, engage le pays dans un déficit démocratique. Dans cette perspective, le *social capital* est une notion qui entend décrire une configuration de logiques sociales touchant à l'entretien de réseaux de sociabilité, à la production de normes sociales et à l'instauration d'une confiance mutuelle entre les acteurs. La conjugaison de ces éléments étant censée faciliter la coordination et la coopération des individus et, *in fine*, conduire au partage d'un certain bénéfice social¹⁵. Cette définition canonique du capital social (« *Connections among individuals – social networks and the norms of reciprocity and trustworthiness that arise from them*¹⁶ ») renvoie donc tout à la fois à des structures sociabilitaires (lieux d'accumulation du capital social), à des pratiques sociales comme la construction de conventions ou encore à des représentations. Putnam fait de

11. COLEMAN, 1990, p. 302-303.

12. *Id.*, p. 304.

13. BOURDIEU, 1982.

14. PUTNAM, 1995.

15. PUTNAM, 1993.

16. PUTNAM, 2000, p. 18-19.

la prolifération des liens et de la densité des réseaux organisant une réciprocité formelle la pierre de touche de son approche.

En 2000, Putnam publie une édition augmentée de *Bowling Alone* dont le succès le conduira à être sollicité pour participer aux travaux de la Banque Mondiale et de l'OCDE, institutions internationales pour lesquelles l'accumulation de capital social et la prolifération des liens (marchands) conduisent à un gain de bien-être et réduisent les coûts de transaction des activités individuelles. Il y redéfinit alors la notion de *social capital* pour en faire une théorie à part entière : « De la même manière qu'un tournevis (équipement productif) ou une compétence scolaire (capital humain) peuvent augmenter la productivité (individuelle et collective), les relations sociales affectent la productivité des individus et des groupes. Considérant que les équipements productifs se rapportent aux objets physiques et que le capital humain réfère à des propriétés individuelles, le capital social concerne, pour sa part, les connexions entre les individus...¹⁷ ». Le changement d'optique est assez clair : le capital n'est plus un pourvoyeur de coopération mais plutôt un catalyseur de productivité. Du statut de bien public il repasse à celui de bien privé dont les externalités positives sont partageables : « A mon sens, l'idée centrale du capital social est que les réseaux et les normes de réciprocité qui y sont associées ont une certaine valeur. Ils ont de la valeur pour les gens qui en font partie et ils ont, au moins dans certains cas, des effets externes démontrables, ce qui fait que le capital social présente à la fois un caractère public et un caractère privé¹⁸ ». Au bilan, Putnam confère à la notion de *social capital* une plasticité théorique particulière (à la fois structurelle et culturelle) qui peut entretenir une certaine confusion entre ce qu'est le capital social, sa nature, et ses effets : est-ce une structure, une norme, des représentations, des valeurs ? Du fait de ce caractère englobant, de nombreux sociologues évitent systématiquement de recourir à la notion de *social capital*, lui préférant des objets moins étendus conceptuellement et plus faciles à objectiver et mesurer¹⁹. Couplée à un ensemble d'autres traits distinctifs (valorisation de la sphère non-marchande, effet essentiellement positif de la sociabilité, vision non conflictuelle de la société²⁰) l'approche putnamienne constitue un cadre problématique plus normatif qu'heuristique

17. *Id.*

18. PUTNAM, 2001, p. 47.

19. FISCHER, 2005 ; PONTHEUX, 2006.

20. PORTES, 1998 ; NEWTON, 1997.

et fait disparaître la dimension individuelle du fait social qui était présente chez Coleman.

Par contraste avec les analyses putnamiennes, les tenants de la *structural analysis* (développant une conception structurale des groupes sociaux) vont approcher le capital social comme une ressource foncièrement individuelle. Ces travaux nord-américains²¹ et dans une moindre mesure français²² se distinguent aussi par une perspective plus instrumentale, plaçant la compétition sociale au cœur de leurs investigations. Des graphes représentant des groupes sociaux, des réseaux et des cliques montrent précisément que le capital social est inégalement réparti au sein de grands réseaux sociaux. Certains membres sont en relation avec un plus grand nombre de personnes et en retirent un bénéfice différentiel. Les liens sociaux sont un moyen pour accéder à un bien rare comme une information, un emploi, etc. Empiriquement, l'un des intérêts de ces travaux est qu'ils révèlent l'importance de la *morphologie* du capital social et pas seulement de sa taille (différenciation des positions et des liens qui relie ces positions dans un espace social polarisé). Le principe central est celui d'une « interprétation des éléments d'un système par la nature des relations entre les parties²³ ». Entre des individus dotés d'un volume équivalent, c'est moins le nombre total de relations qui compte que la possession de liens rares, ceux qui donnent accès à des parties du réseau peu accessibles mais riches en ressources. Topologiquement, les « trous structuraux » (qui apparaissent autour des relations non partagées avec les autres contacts) sont les principales caractéristiques qui donnent de la valeur à un réseau relationnel. Les liens utiles sont souvent « faibles ». Ils ne reposent pas sur des interactions fréquentes et résultent souvent d'un effet de transitivité (« un ami d'ami »). Pourtant, ils procurent un avantage décisif dans la compétition sociale : c'est la « force des liens faibles » selon la formule devenue fameuse de Granovetter. Les études de Burt montrent par exemple que les trous structuraux du réseau social d'un entrepreneur augmentent significativement sa vitesse de promotion²⁴ et sa performance professionnelle²⁵. Dans ces travaux, l'effet propre du capital social est établi et quantifié en contrôlant les autres variables individuelles (sexe et âge par exemple), et notamment

21. BURT, 1992 ; GRANOVETTER, 1973, 1983.

22. LAZEGA, 1995.

23. RICHARDSON et WELLMAN, 1985.

24. BURT, 1995.

25. BURT, 2004.

celles qui définissent le « capital humain » (diplôme, compétences, etc.). Malgré le poids excessif du formalisme mathématique et l'absence d'historicité biographique, la *structural analysis* opérationnalise concrètement la notion de capital social et elle a l'avantage de mettre au point des méthodes permettant de mesurer sa taille, ses propriétés morphologiques et ses effets. Toutefois, la plupart du temps, la méthode ne permet d'observer qu'une partie des liens de chaque personne – en général uniquement ses collègues²⁶. De plus, la plupart des individus étudiés sont généralement issus de milieux socialement favorisés. Granovetter, par exemple, n'étudie que des cols blancs et ses résultats sur les liens faibles deviennent nettement moins robustes quand on est amené à s'intéresser à d'autres catégories sociales²⁷. Ces choix d'échantillonnage, il est vrai, ont leurs avantages. C'est notamment parmi les milieux aisés que l'on trouve les réseaux de plus grande taille et une approche quantitative et topologique a donc plus de chances d'y fonctionner de façon heuristique. Toutefois, et même si les différenciations liées à l'âge, au sexe et au diplôme sont parfois abordées, les possibilités de généralisation à d'autres milieux sociaux ne sont pas particulièrement évidentes. Ces travaux sont donc d'un faible secours lorsqu'il s'agit de comprendre les fondements relationnels de la stratification sociale.

Les travaux de Nan Lin imposent de nuancer ce tableau, puisqu'ils s'intéressent aux inégalités dans une perspective macrosociale, tout en mobilisant les méthodologies de la *structural analysis*. La notion de capital social, jointe aux acquis touchant à la force et à la morphologie des liens, est utilisée pour interroger les inégalités de genre, d'ethnie, de revenu, de niveau scolaire, d'habitat, etc. Lin s'inscrit dans une série de recherches portant sur le rôle du capital social dans l'acquisition d'un statut socioéconomique (*status attainment*), recherches qui se structurent assez nettement en deux courants : l'un examine les ressources accessibles à un individu selon son capital humain et son capital social ; l'autre étudie la mobilisation effective du réseau relationnel pour obtenir des emplois à fort niveau de prestige social, de salaire et de pouvoir politique (en mettant notamment l'accent sur les différences sexuées et sur les ressources parentales). Contrairement aux travaux réalisés à la suite de Granovetter, les recherches de Lin insistent moins sur la force des liens que sur la position dans une structure relationnelle. Sa contribution est aussi théorique : la notion de capital social

26. EVE, 2002.

27. DEGENNE et FORSÉ, 1994, p. 130-132.

est travaillée au sein d'une conceptualisation renouvelée de la hiérarchie sociale. Les ressources relationnelles sont distribuées dans une structure pyramidale qui définit un éventail de positions indépendantes de leurs occupants, plus ou moins favorables en termes d'accès à l'information et bénéficiant aux individus les mieux dotés. Ce modèle théorique est utilisé pour rendre compte de configurations sociales très variées (une grande entreprise, un secteur professionnel, une population nationale, etc.). Une conséquence de ce mode d'analyse est que la taille et la forme du réseau personnel d'un *ego* ne suffisent pas pour définir son capital social : la position hiérarchique des *alters* y contribue aussi, et de façon décisive²⁸. Une particularité de l'approche de Lin réside dans le complément explicatif apporté à ce qu'il appelle le *capital deficit* (c'est-à-dire les inégalités de capital social, par exemple entre hommes et femmes), et ce par la construction de la notion de *return deficit*. Dès lors, un même niveau de capital social produit des bénéfices inégaux selon le sexe, l'habitat, etc. Une moindre rentabilité du capital social des femmes peut ainsi être attribuée à une plus faible mobilisation de leurs relations (e.g. si les femmes craignent de ne pas pouvoir rendre les services demandés), par des réactions moins favorables de la part des individus sollicités (e.g. s'ils estiment prendre un risque en soutenant une candidature peu crédible), ou par une moindre réactivité du marché du travail (e.g. si les employeurs potentiels, à soutien relationnel égal, préfèrent recruter un candidat masculin). Une grande enquête réalisée en Chine, en 1998, montre ainsi que les femmes souffrent d'un net déficit de capital social (qui se traduit par des salaires et des postes moins élevés), mais que leur rentabilité est équivalente à celle des hommes (parce que leurs réseaux relationnels comportent plus de liens familiaux qui, en Chine, sont décisifs pour progresser dans le secteur public²⁹).

Les travaux français

Pour Pierre Bourdieu, la construction individuelle d'un capital social nécessite un travail social conséquent. Il n'est pourtant qu'une forme secondaire de ressource, indexée à d'autres formes de capital, notamment culturel. Il n'aurait donc pas d'effet singulier mais serait plutôt porteur d'effets multiplicateurs. L'approche bourdieusienne du capital social s'appuie sur une conception de l'espace social appréhendé comme un

28. LIN, 1995.

29. LIN, 2001, p. 29-40 et 85-123.

« espace multidimensionnel, ensemble ouvert de champs relativement autonomes, c'est-à-dire plus ou moins fortement et directement subordonnés, dans leur fonctionnement et leurs transformations, au champ de production économique : à l'intérieur de chacun des sous-espaces, les occupants des positions dominées sont sans cesse engagés dans des luttes de différentes formes (sans nécessairement se constituer pour autant en groupes antagonistes)³⁰ ». Le capital social n'est donc bien, dans cette perspective, qu'un des éléments parmi d'autres formes de capital (culturel, économique, symbolique) qui font système et s'intègrent à une théorie des champs. Contrairement au capital social « façon Putnam » qui, « situé à la fois dans les relations et dans les normes, devient une ressource indistincte, dont le produit est déconnecté des positions des acteurs et de l'accès qu'ils ont à la ressource³¹ », la version bourdieusienne le considère, elle, comme une ressource individuelle qui, d'une part, est inégalement distribuée et, d'autre part, sert à asseoir des positions sociales distinctives à l'avantage des agents qui en sont le mieux dotés.

L'approche de Bourdieu repose sur l'existence de groupes sociaux en tant qu'ils sont composés d'individus relativement similaires au regard des positions qu'ils occupent au sein de l'espace social et connectés les uns aux autres notamment *via* leurs investissements au sein de *champs* particuliers. Le *capital social* se définit alors comme « l'ensemble des ressources actuelles ou potentielles qui sont liées à la possession d'un *réseau durable de relations* plus ou moins institutionnalisées d'interconnaissance et d'interreconnaissance ; ou, en d'autres termes, à l'*appartenance à un groupe*, comme ensemble d'agents qui ne sont pas seulement dotés de propriétés communes (susceptibles d'être perçues par l'observateur, par les autres ou par eux-mêmes) mais sont aussi unis par des *liaisons* permanentes et utiles ». Être socialement inséré dans le groupe procure « des profits matériels ou symboliques » et implique pour ses membres « la transformation de relations contingentes, comme les relations de voisinage, de travail, ou même de parenté, en relations à la fois nécessaires et électives, impliquant des obligations durables subjectivement ressenties (sentiments de reconnaissance, de respect, d'amitié, etc.) ou institutionnellement garanties... » L'homogénéité sociale du groupe, en effet, est facilitée par « toutes les institutions visant à favoriser les échanges légitimes et à exclure les échanges illégitimes en produisant des occasions (...) des lieux (...) ou des pratiques

30. BOURDIEU, 1984, p. 9-10.

31. PONTHEUX, 2003, p. 46.

(...) rassemblant de manière apparemment fortuite des individus aussi homogènes que possible (...) ». Mais le capital social est aussi produit par les pratiques relationnelles des individus, par le « travail de sociabilité, série continue d'échanges où s'affirme et se réaffirme sans cesse la reconnaissance et qui suppose, outre une compétence spécifique (...) et une disposition acquise, à acquérir et à entretenir cette compétence, une dépense constante de temps et d'efforts (...)»³². Le capital social est donc aussi une ressource distinctive dont seuls bénéficient les individus appartenant au groupe, et qu'ils produisent grâce à des institutions et des compétences spécifiques.

Dans le sillage des travaux séminaux menés par Pierre Bourdieu et son équipe, la distribution inégalitaire du capital social va être assez abondamment étudiée. L'analyse quantitative réalisée par Paradeise à la fin des années 1970 montre déjà que le revenu et le diplôme sont effectivement corrélés au niveau de sociabilité, ainsi que le sexe et l'âge. Leur effet sur la sociabilité prend des formes spécifiques selon les milieux sociaux (notamment une décroissance inégale selon le vieillissement) qui correspondent aux « cultures de classe » précédemment identifiées par des monographies qualitatives. Ainsi, les différences entre hommes et femmes renvoient aux rôles sexués propres à chaque catégorie sociale³³. Des enquêtes quantitatives vont venir enrichir ces premiers travaux et confirmer que le volume des sociabilités varie fortement selon les catégories socioprofessionnelles, le sexe, l'âge, et l'habitat³⁴. Certaines d'entre elles auront l'avantage de s'intéresser à la totalité des relations d'un même individu et de spécifier la taille de ses différents réseaux de sociabilité³⁵. Elles montreront notamment qu'au sein des milieux les moins socialement favorisés, les réseaux de sociabilité sont peu étendus et surtout composés de liens forts, dessinant des groupes sociaux caractérisés par une prédominance des liens de parenté, une homophilie de classe affirmée ou encore une division fortement marquée dans l'entretien des liens entre les hommes (primauté aux relations électives) et les femmes (investissement dans les relations de voisinage, familiales). Le volume de sociabilité dépend ainsi des niveaux de revenu et de certification scolaire, mais aussi du nombre plus ou moins élevé des contextes de socialisation des individus. Au sein d'une

32. BOURDIEU, 1980, p. 2-3.

33. PARADEISE, 1980.

34. FORSÉ, 1981, 1993.

35. HÉRAN, 1988.

catégorie sociale donnée, ce sont les personnes dotées du plus grand capital culturel qui ont les pratiques relationnelles les plus intenses, ainsi que les réseaux les plus étendus et les plus variés.

Si l'on admet que les réseaux personnels forment un capital susceptible de procurer des bénéfices, on peut dès lors se demander quels sont les effets des écarts constatés par les enquêtes sur les sociabilités. La part des liens faibles au sein du réseau relationnel des classes populaires est toujours assez mince. La conséquence d'une telle réalité est que pour les agents qui appartiennent à cette classe sociale, il existe une vraie difficulté à accéder à certaines ressources (e.g. culturelles) dont sont surtout porteurs des individus disposant d'un volume de capital social plus élevé que le leur. Ces derniers, en revanche, bénéficient d'un nombre important de liens faibles et de trous structuraux : leurs réseaux personnels sont moins denses (ils comprennent davantage d'individus qui ne se connaissent pas) et géographiquement plus étendus, ils comportent un plus grand nombre de relations et reposent sur des contacts peu fréquents. Les possibilités d'accès à des biens rares sont donc plus importantes³⁶. Bourdieu et Héran tendent à conclure que l'exploitation des liens interpersonnels est l'apanage des profils de ce type. Cette thèse de l'impossibilité pour des individus peu favorisés, socialement parlant, de manifester des ressources relationnelles va toutefois être contestée, par exemple par les travaux de Michel Forsé³⁷ qui vont montrer, au contraire, que le capital social joue aussi un rôle de choix pour les classes populaires, notamment dans la recherche d'un emploi. Les relations familiales sont plus souvent utilisées, à la différence des cadres qui recourent davantage à leurs amis et à leurs collègues. Contestant une certitude ancienne concernant le marché du travail, Forsé a montré que le capital social avait un effet propre, indépendamment du niveau d'études et de l'origine sociale. Il modifie le lien entre le diplôme et l'emploi de l'enquêté en permettant l'accès à un statut plus élevé. Il a également une incidence sur le niveau de salaire, ainsi que sur la place au sein de la hiérarchie socioprofessionnelle³⁸. Mais en dehors du cas paradigmatique de la recherche d'un emploi, peu de recherches ont mis en contraste les bénéfices spécifiquement retirés du capital social par des populations différemment dotées. L'ensemble des recherches montrent que les réseaux sociaux n'ont pas une position simple dans la chaîne causale qui peut rendre compte de la stratification. Les formes d'allocation socialement

36. BIDART, 1997.

37. FORSÉ, 1997.

38. *Idem*, 1997, 1999.

clivées du capital social sont certes la conséquence, mais peuvent aussi être pour partie la cause de (re)production d'inégalités sociales (les inégalités sociales produisant des inégalités relationnelles qui entérinent et renforcent ces inégalités sociales). Cette dialectique est d'ailleurs assez bien résumée par ce mécanisme fondamental qu'est l'homophilie. Dans tous les milieux sociaux, les individus privilégient les liens et les rencontres avec ceux qui leur ressemblent. La tendance est avérée tant pour l'homogamie³⁹ que pour l'homophilie dans les relations affinitaires⁴⁰. On doit aux enquêtes de Maisonneuve⁴¹ d'en avoir mesuré les différentes dimensions (notamment l'homophilie de revenu et l'homophilie de diplôme), ainsi que les évolutions de 1960 à 1990 : elles rapportent que l'homophilie culturelle est restée stable, mais que l'homophilie économique a augmenté – et ce d'autant plus que le revenu des personnes est bas. Le capital social des individus, dans son étendue comme dans son contenu constitue donc l'un des aspects empiriquement constatables des inégalités sociales. Enfin, on peut inférer des rares études transversales (et de l'évolution historique de leurs résultats), que les réseaux relationnels des personnes jouent un rôle clef dans la formation, la stabilisation et/ou la transformation de ces inégalités. En revanche, on dispose de peu d'éléments longitudinaux (des suivis de cohortes par exemple) qui autoriseraient une analyse directe⁴².

En contraste avec toutes ces recherches, une dernière série de travaux va soumettre à un questionnement explicatif et génératif les liens établis entre les ressources relationnelles et les clivages sociaux. Dans cette démarche, il s'agit moins d'examiner l'accès à certains biens que d'analyser les modalités de formation de la stratification sociale, en se demandant comment s'organisent les réseaux de sociabilité et quelles sont les logiques d'agrégation et de séparation des personnes et des groupes. Ces recherches montrent alors des formes de stratification d'une diversité sans rapport avec certaines simplifications opérées par les catégories sociales⁴³. D'un individu à l'autre, les logiques d'agrégation peuvent s'appuyer sur l'origine sociale, le quartier, les services de l'État, les institutions d'enseignement supérieur, la profession, la famille, etc.⁴⁴ Dans certains cas, ce sont les lieux de sociabilité

39. BOZON et HÉRAN, 1987, 1988.

40. BIDART, 1997.

41. DEGENNE et FORSÉ, 1994, p. 44.

42. BIDART et PELLISSIER, 2002.

43. EVE, 2002.

44. GRIBAUDI, 1998.

qui s'avèrent particulièrement structurants⁴⁵, sans que cette importance puisse être isolée des autres « variables » définissant les individus. Des approches équivalentes, déployées sur la longue durée, ont aussi permis d'explorer la stratification et ses différentes formes historiques⁴⁶. On a pu ainsi constater que les discontinuités du social ne tenaient pas tant aux catégorisations basées sur la profession qu'aux ancrages spatiaux. Habiter dans le même village ou dans la même région, fréquenter la même école ou le même quartier peut être tout aussi structurant que travailler dans la même filière industrielle ou partager un même niveau de qualification ou de rémunération. Ces travaux ne mettent pas entre parenthèse les inégalités sociales, mais ils en offrent une compréhension quelque peu différente, davantage axée sur les réseaux de sociabilité et plus attentives aux effets de petite échelle, ne cadrant pas nécessairement toujours avec les grandes classifications de l'espace social⁴⁷. Il s'agit, là, de porter davantage attention aux modèles génératifs et aux *répertoires* de l'homophilie en tant que processus et moins aux catégories sociales et aux *formes* de l'homophilie en tant que produit. L'espace géographique et les parcours biographiques se trouvent ainsi mis sur un même pied d'égalité avec les classes sociales. L'espace social apparaît alors comme un *continuum* parcouru de petites discontinuités entrecroisées et non comme un ensemble fragmenté en groupes et fractions aisément distinguables selon des lignes de fractures surdéterminantes. Une limite assez peu commentée de ces travaux réside dans leurs modes d'échantillonnage. Tous les individus analysés sont issus des classes moyennes supérieures : instituteurs, médecins, ingénieurs. Bien entendu, on ne peut reprocher à une enquête de construire son protocole afin de rendre visible les comportements sociaux qu'elle entend observer, mais cette particularité interdit à l'évidence certaines montées en généralité. Cela n'enlève pour autant rien à la diversité inattendue des pratiques sociales observées et à l'affirmation qu'elles cadrent mal avec les « moyennes » construites à partir d'échantillons de grande taille. En revanche, il semble hasardeux de conclure que ces moyennes ne sont rien d'autre que la conséquence des comportements observés à plus petite échelle.

Pour terminer ce premier tour d'horizon, précisons enfin que les débats anglo-saxons sur l'évolution historique du capital social (initiés notamment par Putnam) n'ont pas eu véritablement d'équivalent en France. Pour

45. MAILLOCHON, 1998.

46. GRIBAUDI et BLUM, 1990.

47. GRIBAUDI, 1995.

l'essentiel, le propos s'est concentré sur les déterminants exogènes du niveau de sociabilité⁴⁸. Certaines transformations structurelles peuvent augurer d'une hausse : l'élévation du niveau de vie, la croissance de l'activité féminine, l'augmentation du temps libre, la massification de l'enseignement. D'autres évolutions conduiraient au contraire à amoindrir les dynamiques relationnelles, au nombre desquelles figurent le vieillissement de la population, l'accroissement du chômage ou encore la mobilité géographique. Deux études de l'INSEE⁴⁹ ont permis une comparaison longitudinale, indiquant par exemple une décroissance des conversations privées en face-à-face, mais une stabilité du temps hebdomadaire consacré à la vie relationnelle. La baisse des contacts directs est repérée pour tous les types de liens (parenté, amis, voisins, collègues, commerçants) mais de façon différenciée : « La parenté directe (parents, enfants...) résiste mieux à la baisse de fréquentation que celle plus éloignée (oncles, cousins, neveux...). Ce repli des contacts sur le cercle le plus étroit de la parenté trouverait un début d'explication dans la mobilité géographique qui s'est développée entre 1983 et 1997. L'éparpillement géographique expliquerait le recentrage des contacts sur la parenté la plus proche avec qui les liens sociaux sont culturellement les plus forts⁵⁰ ». Ces enquêtes montrent également une augmentation de la durée des visites, des réceptions entre parents et amis et de la sociabilité alimentaire (repas en famille ou avec des amis). Le cas des chômeurs qui ont deux interlocuteurs de moins que les actifs, mais consacrent une demi-heure de plus à la sociabilité suggère des formes de compensation accompagnant certaines de ces transformations structurelles. Les sociabilités n'ont donc pas connu d'évolution générale simple. Si le temps global de sociabilité a peu évolué, l'émergence de nouvelles formes de sociabilité médiées par les dispositifs les plus récents de communication (téléphone mobile, SMS, MMS, mail, IM, etc.) invite à poser l'hypothèse de redistributions temporelles et d'une complexification des modes relationnels.

48. BIDART, 1997.

49. BLANPAIN et PAN KÉ SHON, 1999 ; DUMONTIER et PAN KÉ SHON, 1999.

50. BLANPAIN et PAN KÉ SHON, 1999, p. 2.

TIC ET CAPITAL SOCIAL

Les travaux anglo-saxons

Robert Putnam postule le modèle d'une société lisse, peu conflictuelle, dont les univers sociaux sont régulés par la main invisible du *social capital* qui détermine très directement le niveau de progrès et de bien-être d'une société. Cette vision réductrice du social (un seul facteur explicatif) est par ailleurs couplée à une autre forme de réductionnisme qui fait du contact en face-à-face la forme idéale de l'interaction interindividuelle⁵¹ et la seule manière d'interagir susceptible de conduire à des conduites de confiance, de coopération et d'alimenter le capital social. A l'ombre des travaux de Gary Steiner⁵², Putnam voit dans la télévision, mais aussi dans les technologies de l'information et de la communication, ainsi que dans les relations médiées par des dispositifs médiatiques, le dévoiement d'une certaine qualité relationnelle : « regarder des choses (spécialement les écrans électroniques) occupe de plus en plus de notre temps, alors que faire des choses (particulièrement avec d'autres personnes) en occupe de moins en moins⁵³ ». Survalorisant la communication présenteielle, il affirme que la transformation technologique des loisirs et l'augmentation de la consommation audiovisuelle induisent une privatisation et une individualisation du temps libre (un isolement) pour conduire assez directement à un recul de la participation civique. Internet est ainsi perçu comme l'espace de « simulacre de la plupart des formes classiques de connectivité sociale et d'engagement civique⁵⁴ ». Dans *Bowling Alone : the Collapse and Revival of American Community*⁵⁵, Putnam considère ainsi que les formes de sociabilité qui s'appuient sur les technologies de l'internet, ou même de la téléphonie, ne sont pas véritablement à même de créer des bénéfices à la hauteur de ceux que produirait un capital social entretenu par des relations de face-à-face.

Traitée assez indirectement par Putnam, la question de l'appropriation sociale des TIC va toutefois donner lieu à nombre de travaux qui vont reprendre à leur compte la problématique du *social capital*⁵⁶. La malléabilité de la notion, dont l'exacte substance n'est pas facile à cerner, ainsi que sa

51. JONES, 1998.

52. STEINER, 1963.

53. PUTNAM, 2000, p. 245.

54. PUTNAM, 2000, p. 170.

55. *Id.*

56. HUYSMAN et WULF, 2004.

nature potentiellement multidimensionnelle, expliquent sans doute pour partie la fréquence et la facilité avec laquelle celle-ci sera mobilisée au sein de projets de recherche ayant pour objet l'étude des sociabilités et des relations entre les individus. Ce premier aspect s'est trouvé également renforcé à mesure que les débats autour du *social capital* ont pris une importance au sein des sphères académique, médiatique et institutionnelle. On peut penser que cette double caractéristique aura, au final, produit une espèce d'injonction à se positionner à son endroit, et ce à tel point que nombre de recherches nord-américaines (plus rarement européennes) portant sur le rôle joué par les TIC dans la construction du social citizen, commentent, mobilisent, déplacent, critiquent ou s'inspirent assez directement de la notion de *social capital* dans ses deux principales acceptions : communication interpersonnelle et activité relationnelle d'une part, implication des individus dans la vie de la Cité et engagement civique d'autre part⁵⁷. La plupart de ces recherches vont s'attacher à préciser si les usages des TIC en général et de l'internet en particulier contribuent à accroître ou, au contraire, à restreindre le capital social⁵⁸.

Une première série de travaux va ainsi insister sur la force transformatrice des technologies de l'internet au regard de la nature même du capital social. Ils verront dans le réseau des réseaux une espèce de catalyseur relationnel rendant à la fois réalisable une prolifération des contacts (*far-flung connectivity*) et l'entretien de liens plus locaux, renforçant à la fois des liens forts et des liens faibles, permettant une diversification et une solidification des sociabilités⁵⁹. Pour Lin, il ne fait ainsi aucun doute que « l'internet a provoqué une croissance spectaculaire de capital social⁶⁰ ». Jones⁶¹ ou Wellman⁶² essaient quant à eux de montrer comment se transforme la structure relationnelle qui, sous l'effet d'internet, se recompose pour laisser davantage de place à la création et à l'entretien de contacts avec des individus géographiquement éloignés et de liens plus électifs fondés sur des communautés d'intérêts⁶³. Ce qui est alors mis en avant, ce sont de nouvelles capacités sociotechniques qui permettraient aux individus de tisser des réseaux de sociabilité privilégiés leur offrant la possibilité de se départir

57. SULLIVAN *et al.*, 2002.

58. QUAN-HAASE et WELLMAN, 2004 ; HARRIGAN *et al.*, 2006.

59. HAMPTON et WELLMAN, 1999.

60. LIN, 2001.

61. JONES, 1998.

62. WELLMAN, 2001a.

63. HARRIGAN, 2002 ; HAMPTON et WELLMAN, 1999 ; ULSANER, 2000.

davantage des déterminants sociaux liés à leur âge, à leur sexe ou à leur statut socio-économique. Pour certains, il est évident que les technologies de l'internet engendrent ainsi une forme spécifique de capital social qui, d'une part, s'émanciperait des déterminants sociaux les plus traditionnels et, d'autre part, prendrait de la valeur au fur et à mesure que le nombre de personnes connectées irait croissant. Être connecté revient à avoir potentiellement accès à un stock de capital social⁶⁴ qui devient une forme de ressources autonome dont le découplage des autres modalités de capital (culturel, économique, symbolique, etc.) est assuré par l'existence de nouvelles potentialités technologiques. Dans une veine tout aussi mâtinée de déterminisme technologique, la perspective inverse (dystopique) va également donner lieu à un ensemble de recherches qui seront autant de tentatives pour montrer que l'espace des sociabilités est un espace concurrentiel au sein duquel s'affrontent différents types de relations. Les contacts initiés et entretenus *via* internet tendraient à prendre la place des liens forts de proximité (famille, amis) et contribueraient dans le même mouvement à affaiblir l'engagement civique local⁶⁵. D'un côté, les pratiques en ligne viendraient phagocytter le répertoire des usages communicationnels des internautes et, de l'autre, elles en appauvriraient la substance même. Elles permettraient certes la prolifération de liens faibles *on line*, mais organiseraient aussi le délitement de liens forts *off line* (allant jusqu'à provoquer solitude et dépression⁶⁶), notamment parce que l'utilisation de l'internet est une activité tendanciellement chronophage réduisant d'autant les opportunités de contacts plus traditionnels.

Ces travaux pour l'essentiel quantitativistes vont être critiqués et remis en cause sur tout ou partie de leur méthodologie et/ou de leurs résultats, parfois d'ailleurs à partir des mêmes appareils d'enquête et des mêmes données⁶⁷. Ainsi, l'étude *Pew Internet*⁶⁸ va par exemple montrer que la thèse de l'affaiblissement du capital social est fortement à nuancer et que l'importance des variables sociodémographiques est évidente. Elle attirera également l'attention sur la différenciation des pratiques selon le genre de l'utilisateur. Celle de 2006⁶⁹ renouera avec une vision affaiblie du capital social, fonctionnaliste et déterministe, délaissant la prise en compte des

64. PRUIJT, 2002.

65. NIE, 2001 ; WELLMAN, 2001a ; NKK, 2000.

66. KRAUT *et al.*, 1998 ; COGET *et al.*, 2002.

67. KRAUT *et al.*, 2002.

68. PEW INTERNET, 2000.

69. BOASE *et al.*, 2006.

caractéristiques sociales des individus pour n'envisager que leur insertion dans des relations numériques. D'autres sociologues⁷⁰ vont également montrer qu'il n'existe pas de corrélation positive directe entre la durée ou l'ancienneté d'utilisation de l'internet et la supposée délinquescence des liens forts. Ils vont mettre en lumière l'existence d'effets de seuil⁷¹, ainsi que d'une répartition différenciée des consommations selon le moment de la semaine⁷². Ils soulignent aussi la variabilité de telles dynamiques selon le type de relations (familles, amis, collègues, etc.⁷³) et le type de liens considérés (*bonding/bridging, strong/weak ties*⁷⁴), tout en rendant compte de la reproduction des clivages sociaux⁷⁵. Ils vont également discuter la thèse de la consommation de l'engagement civique, en montrant que l'investissement politique peut aussi se nourrir d'activités en ligne⁷⁶. Certains travaux vont ainsi souligner que le développement de l'internet s'est accompagné de nombreuses expériences alternatives, radicales ou critiques dans les pratiques politiques, militantes et informationnelles⁷⁷. Quant aux allégations de Kraut *et al.* concernant les comportements anti-sociaux supposés être liés à l'utilisation intensive des technologies de l'internet, elles ne résisteront guère davantage, d'autres études montrant que les utilisateurs d'internet expriment *in fine* des attitudes sociales clairement plus positives et développent un sentiment moindre de solitude⁷⁸.

Dans le cadre de l'opposition aux thèses de Putnam, l'apparition des espaces de sociabilité électroniques a suscité des discours sur les possibilités de dépassement des frontières sociales. Mais si les « communautés virtuelles » permettent d'augmenter la connectivité entre les personnes, est-ce que les grands clivages sociaux diminuent pour autant ? Cela n'est pas certain. Comme les connectés à internet ne forment encore qu'une minorité, la croissance du capital social devrait demeurer circonscrite aux internautes et se traduire par une distribution encore plus inégalitaire dans l'ensemble de la population⁷⁹. Paradoxalement, les sociologues partisans d'un effet *positif* sur

70. NIE et ERBRING, 2000 ; KATZ et ASPDEN, 1997 ; COLE *et al.*, 2000.

71. WALTHER, 1996.

72. NIE et HILLYGUS, 2002.

73. MIKAMI, 2002.

74. KAVANAUGH *et al.*, 2003 ; NORRIS, 2003.

75. KVASNY, 2002.

76. KATZ et RICE, 2002 ; QUAN-HAASE *et al.*, 2002 ; WARSCHAUER, 2003b ; NORRIS, 2002.

77. ATTON, 2005 ; DOWNING, 2001.

78. COLE et ROBINSON, 2002 ; JOUËT, 1992.

79. RIFKIN, 2000 ; CASTELLS, 1998.

le *volume* de capital social construisent à cette fin des résultats empiriques montrant un effet *négatif* sur la répartition des ressources relationnelles. Ainsi, les études de Hampton et Wellman sur *NetVille* montrent que les connectés ont pu, beaucoup plus que les non connectés, préserver des liens distants et construire des liens locaux. Ils fournissent des résultats détaillés montrant que l'écart de capital social s'est fortement creusé entre ces deux populations⁸⁰. Mais c'est probablement Lin qui a le plus explicitement formulé cette perspective très contrastée : « Le paradoxe est que, même si cette révolution élargit le fossé séparant ceux qui obtiennent accès à un capital plus important et plus riche et ceux qui sont maintenus à l'écart de telles opportunités et de tels bénéfices, les participants des réseaux numériques ont connu une égalisation des opportunités et des bénéfices, puisqu'une compétition et des canaux plus ouverts réduisent les différences de pouvoir, et donc de capital, entre les groupes et les individus⁸¹ ». Précisons ici que cette perception d'un risque s'enracine dans la conviction que les TIC procurent des avantages (l'accès à l'information) et qu'en exclure la population la plus démunie ne peut donc qu'augmenter les inégalités. Mais les milieux défavorisés ont-ils réellement les moyens économiques et culturels nécessaires pour tirer bénéfice des nouvelles technologies ?

Ces quelques remarques pourraient laisser entendre que le capital social et les inégalités numériques ont donné matière à des échanges fructueux. En réalité, ces deux thématiques de recherche se sont assez peu rencontrées. En témoigne l'article de DiMaggio *et al.* (« social implication⁸²»). Le bilan bibliographique établi par ces auteurs sépare cinq ensembles de travaux, dont les deux premiers sont thématiques autour du « digital divide » et du « social capital ». L'article rend ainsi manifeste la séparation entre deux corpus de recherche distincts. Cette partition est même interprétée en pointant des héritages intellectuels différents (Marx et Weber pour le premier, Durkheim pour le second). La césure est particulièrement nette dans des ouvrages de synthèse comme celui de Katz et Rice⁸³. Dans l'article « social implication », les travaux de la première thématique sont assez fermement (et légitimement !) critiqués pour la pauvreté de leur appareil statistique (peu d'analyses multivariées et donc de possibilités d'isoler le rôle de chaque type

80. KATZ et RICE, 2002, p. 126.

81. LIN, 2001, p. 238.

82. DIMAGGIO *et al.*, 2001.

83. KATZ et RICE, 2002.

de ressource) et de leurs interprétations (la plupart des articles se rabattant sur une posture radicalement descriptive). DiMaggio et Hargittai s'efforcent d'ouvrir des problématiques de recherche croisant capital social et inégalités numériques. Leur article « digital inequality⁸⁴ » est un plaidoyer pour compléter les études sur l'accès par d'autres sur les pratiques des internautes. Ils insistent sur l'identification des bénéficiaires concrètement retirés par les personnes (en termes de compétence professionnelle, de salaire, d'accès à des biens de consommation moins coûteux, de connectivité sociale), soulignant le rôle des réseaux sociaux dans l'accès aux compétences techniques nécessaires à l'utilisation d'internet, et pointant la distribution inégalitaire des personnes-ressources susceptibles de jouer le rôle d'expert et de tuteur auprès des plus novices. Tous ces articles programmatiques ont malheureusement été assez peu suivis d'études empiriques conséquentes. Une exception notable est l'analyse menée par Robinson *et al.*⁸⁵ sur les données du *General Social Survey* montrant l'importance du capital culturel dans un grand nombre d'usages d'internet (notamment dans les réseaux sociaux d'entraide technique et dans l'entretien électronique des réseaux). Les plus éduqués ont davantage de liens sociaux (ce qui était connu) et entretiennent une plus grande proportion de liens par mail (ce qui peut simplement s'expliquer par la plus grande proportion d'internautes dans leur entourage). Un point notable est que la frange la moins éduquée échappe à ces tendances statistiques, ce que les auteurs attribuent à leur caractère très atypique (étant internautes, ils diffèrent fortement des autres individus faiblement diplômés).

Les travaux français

Les travaux français conduits notamment dans le sillage de la sociologie des usages⁸⁶ se sont à ce jour fort peu préoccupés de la notion de capital social. A distance de ce type d'appareillage théorique, ils ont toutefois montré, d'une part, que les formes de sociabilité ordinaires sont fortement travaillées par la prolifération et la présence accrue des dispositifs de communication et, d'autre part, que nous assistons à une différenciation importante des actes de communication, à une stratification des réseaux de correspondants et à une

84. DIMAGGIO et HARGITTAI, 2001.

85. ROBINSON *et al.*, 2003.

86. BEAUDOUIN *et al.*, 2003 ; LICOPPE et BEAUDOUIN, 2002 ; LICOPPE, 2002 ; MALLARD, 2002 ; RIVIÈRE, 2000a, etc.

spécialisation des supports et des formats d'interaction. Une particularité de ces nouveaux modes interactionnels est ainsi l'enchevêtrement croissant des médias de communication par leurs utilisateurs. L'insertion de l'image et du texte dans la téléphonie mobile autorisant par exemple des formes renouvelées de liens interpersonnels⁸⁷. Ces recherches font également la preuve que l'avènement des sociabilités médiées par des technologies n'est absolument pas synonyme de dégradation des relations interindividuelles. Il existe une étroite relation entre la communication téléphonique (fixe ou mobile) et les rencontres en présence : *plus on se voit et plus on s'appelle*⁸⁸. Il est ainsi avéré et empiriquement prouvé que la sociabilité téléphonique se superpose assez étroitement à la cartographie des relations sociales ordinaires (proximité géographique) et électives (proximité sociale). Outil utile dans la coordination de l'action, le téléphone l'est aussi comme moyen d'entretenir la force des liens électifs et de pallier l'affaiblissement (momentané ou durable) de la présence de l'autre et de la charge émotionnelle qui lui est liée⁸⁹. Cet ajustement se déroule par ailleurs en liaison avec la phase du cycle de vie⁹⁰ dans laquelle se trouvent être les utilisateurs. On sait également l'importance des écologies domestiques ainsi que le rôle que celles-ci jouent dans l'arbitrage des usages et dans la distribution sexuée des pratiques des outils de communication (téléphonies fixe et mobile, internet) par les membres du foyer⁹¹. Enfin, la configuration matérielle et technique des espaces sociaux et des mobilités résidentielles est cruciale pour l'organisation des interactions en face-à-face et médiatisées⁹². Au bilan, aucun diagnostic sérieux ne permet d'avancer l'existence d'une dégénérescence avérée du lien social instrumenté, qu'il soit domestique ou « civique⁹³ ».

Dans les travaux français sur l'*appropriation* des nouvelles technologies (en tant qu'elle est socialement différenciée), les réseaux sociaux d'une personne sont décrits comme une ressource décisive⁹⁴. Ceci tient à au moins deux raisons. En premier lieu, une bonne partie de ces dispositifs techniques sert à

87. RIVIÈRE, 2005a/b.

88. LICOPPE et SMOREDA, 2000 ; SMOREDA et THOMAS, 2001.

89. RIVIÈRE, 2001.

90. SMOREDA, 2002 ; SMOREDA et LICOPPE, 1998.

91. QUÉRÉ et SMOREDA, 2000 ; RIVIÈRE, 2000b ; LE DOUARIN, 2004 ; PHARABOD, 2004.

92. GOURNAY *et al.*, 2002 ; GOURNAY et SMOREDA, 2005.

93. GRANJON, 2001 ; CARDON, GRANJON et HEURTIN, 2006.

94. GOLLAC, 1996.

contacter d'autres personnes. Pour s'approprier un outil de communication interpersonnelle, il faut nécessairement un réseau de correspondants. L'importance des relations médiatisées traduit un effet d'externalité positive du type de ceux identifiés par les économistes de l'innovation technique. Il faut noter que cet aspect va au-delà du simple champ des interactions. Des enquêtes ont montré que c'est la communication interpersonnelle (e-mail, messagerie instantanée, etc.) qui ancre l'internet dans la quotidienneté, et non l'accès à l'information en ligne (web⁹⁵). La deuxième raison est liée à l'importance des compétences techniques et à leur rareté sociale. Pour accéder à des savoir-faire en informatique, il faut disposer au moins d'un « expert » parmi ses proches. C'est d'autant plus important que cet univers technique est très peu codifié et qu'il requiert des compétences partiellement tacites⁹⁶. Bien entendu, l'appropriation nécessite d'autres ressources : capital culturel (maîtrise de l'écrit, de l'anglais, des procédures cognitives spécifiquement enseignées à l'école, etc.) et capital économique (achat du matériel, facturation de l'accès, etc.). On peut toutefois regretter que cet axe problématique n'envisage encore que trop peu l'articulation des différentes formes de capitaux.

Une voie encore insuffisamment explorée consiste à prolonger les approches de Gribaudo sur les logiques d'agrégation sociale. On sait que les individus ont des façons très diverses de structurer leurs sociabilités et de choisir leurs proches. La remarque tient à la fois pour le type de proximité retenue (la classe d'âge, le niveau de revenu, le capital culturel, etc.) et les formes de sélection (intentionnelle ou inconsciente, une seule clique ou plusieurs). Dans ces opérations de sélection relationnelle, plusieurs ressources ont déjà été identifiées, comme les lieux de rencontre : ceux-ci se situent au cœur des logiques de rapprochement et d'évitement relationnel, assurant le partitionnement ou, au contraire, l'agrégation des réseaux de sociabilité d'une même personne⁹⁷. Une question centrale est celle de la place des TIC dans ces répertoires d'homophilie⁹⁸. Des éléments de réponse ont été proposés pour l'homophilie de structure familiale (sur les jeunes parents⁹⁹) et de comportement culturel¹⁰⁰. Si la bibliographie est lacunaire sur ce point, la fécondité de cette voie de recherche ne fait pourtant guère de doute à nos

95. LELONG, 2004.

96. LELONG, 2002 ; LELONG *et al.*, 2004.

97. MAILLOCHON, 1998.

98. GOURNAY et SMOREDA, 2003.

99. MANCERON *et al.*, 2002.

100. CARDON et GRANJON, 2003.

yeux. Les formes de sélection peuvent en effet s'appuyer sur la possession de l'outil : envoyer une information par mail revient à exclure ceux qui ne disposent pas d'une telle adresse électronique. Elles peuvent également reposer sur la maîtrise d'un mode interactionnel spécifique. Des recherches ont par exemple souligné que certains forums excluaient les participants ne maîtrisant pas les codes orthographiques et grammaticaux de l'écrit¹⁰¹. Inversement, une communication s'appuyant plus sur une écriture davantage informelle aura la préférence de profils sociaux plus populaires¹⁰². De même, la maîtrise des codes liés à l'écriture SMS provoque une homophilie d'âge. Enfin, les espaces de sociabilité électroniques sont des lieux de rencontre et peuvent donc se trouver, eux aussi, à l'origine d'effets de proximité.

CONCLUSION

L'importance grandissante prise par la notion de capital social dans divers travaux de sciences sociales, y compris assez récemment en France, rend nécessaire de se positionner à son endroit, notamment pour les recherches portant sur les usages sociaux des TIC. La modeste « cartographie » critique que nous avons dressée dans cet article nous invite à prendre quelque distance avec cette notion ainsi qu'avec la nécessité de mesurer le capital social sous les conditions des nouveaux outils de communication. Selon nous, la focale permettant d'envisager au mieux la dialectique TIC/ressources relationnelles est celle qui envisage, au plus près des usages individuels, les différentes manières selon lesquelles les agents sociaux s'approprient les technologies numériques, les intègrent à leur quotidienneté et la façon dont les différents moyens de communication sont mobilisés au sein d'une écologie des pratiques toujours cadrée par des logiques sociales collectives¹⁰³. Il s'agit donc de considérer les TIC comme une strate sociotechnique supplémentaire permettant d'entretenir, selon de nouvelles modalités, les liens sociaux déjà à l'œuvre dans les diverses configurations sociales existantes¹⁰⁴ et, éventuellement, d'en diversifier les formats, le volume et la structure. Assez éloignée des approches mobilisant la notion de

101. BEAUDOUIN et VELKOVSKA, 1999.

102. BEAUDOUIN, 2002.

103. GARTON *et al.*, 1997 ; HAMPTON et WELLMAN, 1999 ; WELLMAN *et al.*, 2001a/b ; WELLMAN *et al.*, 2002a/b ; WELLMAN *et al.*, 2003 ; QUAN-HAASE *et al.*, 2002b ; CARDON et GRANJON, 2003.

104. QUAN-HAASE *et al.*, 2002a.

capital social, cette perspective permet notamment d'éviter les travers récurrents de la plupart des recherches anglo-saxonnes consistant à :

- envisager les usages des technologies de l'internet comme des pratiques parasites qui prendraient la place de pratiques plus anciennes ;

- appréhender les pratiques de communication sur réseaux non comme un phénomène social à expliquer mais comme l'explication de l'évolution (positive ou négative) du *social capital* (sociabilité, connectivité, participation à la chose publique) et n'envisager ce dernier qu'au travers d'objectivations relevant de mesures d'usages (durée, fréquence, nombre d'interlocuteurs, etc.) ;

- avoir tendance à faire l'impasse sur les caractéristiques socioéconomiques des individus ou, tout au moins, à relativiser la force explicative de ce type de variables pour n'établir de corrélations directes qu'avec l'usage ou le non-usage : « les utilisateurs d'internet ne deviennent pas plus sociables parce qu'ils utilisent l'internet, mais ils montrent un degré plus élevé de connectivité et de participation parce qu'ils sont mieux instruits, plus disponibles et appartiennent moins au troisième âge¹⁰⁵ » ;

- déployer préférentiellement des dispositifs d'investigation quantitatifs parfois élémentaires qui tendent à écraser les phénomènes de différenciation sociale et ne prêtent qu'une attention modérée aux spécificités qui fondent les identités sociales. Ce bref panorama bibliographique nous amène ensuite à considérer que pour les recherches s'attachant à appréhender les liens entre inégalités sociales, technologies communicationnelles et ressources relationnelles, il serait utile de croiser sur un même terrain d'enquête des approches tenues jusque là séparées : interactions présentes et instrumentées ; réseaux égo-centrés et graphes de communautés ; formes sociales et modèles génératifs ; espaces relationnels et catégories sociales ; communication interpersonnelle et pratiques culturelles.

Par ailleurs, certainement faudrait-il aussi ne plus considérer les internautes issus des milieux défavorisés comme des anomalies statistiques. A l'évidence, l'analyse de réseaux fonctionne moins bien sur des populations dont les sociabilités sont moindres. Mais il s'agit moins d'une limite « naturelle » de cette approche qu'un défi à relever et l'on gagnerait à chercher pourquoi des outils forgés pour rendre compte des milieux favorisés rencontrent certaines difficultés quand on les confronte à d'autres

105. NIE, 2001, p. 429.

classes sociales. Si les internautes d'origine populaire sont atypiques et viennent perturber les belles régularités statistiques montrant que l'usage croît avec le capital culturel, il est pour autant inutile d'affirmer qu'ils ne sont « pas représentatifs », si ce n'est pas pour dépasser ce simple constat. A l'évidence, il serait plus fructueux de considérer qu'ils ont une manière particulière de gérer une certaine situation économique, relationnelle et culturelle, et que cette situation, elle, concerne l'ensemble des individus de leur groupe social. On pourrait ainsi sortir de l'argument de la non-représentativité pour considérer par exemple les effets conjugués de la diffusion rapide des TIC et de l'élévation du niveau scolaire et culturel¹⁰⁶ sur l'expression de leurs sociabilités. S'il faut se tenir à distance des théorisations rapides faisant de la technique une source évidente du changement social, il nous semble cependant intéressant de considérer le potentiel des technologies de l'internet comme *supports* d'individuation, au sens entendu par Robert Castel, c'est-à-dire comme dispositifs matériels sur lesquels peut s'appuyer « la possibilité de développer des stratégies individuelles¹⁰⁷ », notamment relationnelles. Pour autant, la mobilisation de la notion de capital social ne revêt aucunement les atours de la nécessité.

106. GRANJON, 2005.

107. CASTEL et HAROCHE, 2001, p. 30.

RÉFÉRENCES

- ATTON C. (2005), *An Alternative Internet*, Edimbourg, Edinburgh University Press.
- BEAUDOUIN V. (2002), « De la publication à la conversation. Lecture et écriture électroniques », *Réseaux*, n° 116, p. 199-223.
- BEAUDOUIN V., BEAUVISAGE T., CARDON D., VELKOVSKA J. (2003), « L'entrelacement des médias dans la constitution des publics de Loft Story », Rapport/FTR&D/8019, Issy les Moulineaux, FTR&D.
- BEAUDOUIN V., VELKOVSKA J. (1999), « Constitution d'un espace de communication sur internet. Forums, pages personnelles, courrier électronique », *Réseaux*, n° 97, p. 121-177.
- BEVORT A., LALLEMENT M. (dir.) (2006), *Le capital social. Performance, équité, réciprocité*, Paris, La Découverte.
- BIDART C. (1997), *L'amitié. Un lien social*, Paris, La Découverte.
- BIDART C., PELLISSIER A. (2002), « Copains d'école, copains de travail : évolution des modes de sociabilité d'une cohorte de jeunes », *Réseaux*, n° 115, p. 17-49.
- BLANPAIN N., PAN KÉ SHON J.-L. (1999), « 1983-1997 : les Français se parlent de moins en moins », *INSEE Première*, n° 571.
- BOURDIEU P. (1980), « Le capital social. Notes provisoires », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 31, p. 2-3.
- BOZON M., HÉRAN F. (1988), « La découverte du conjoint. Deuxième partie », *Population*, p. 121-150.
- BOZON M., HÉRAN F. (1987), « La découverte du conjoint. Première partie », *Population*, p. 943-986.
- BURT R. S. (2004), "Structural holes and good ideas", *American Journal of Sociology*, vol. 110, n° 2, p. 349-399.
- BURT R. S. (1995), « Le capital social, les trous structuraux et l'entrepreneur », *Revue Française de Sociologie*, vol. 36, n° 4, p. 599-628.
- BURT R. S. (1992), *Structural Holes: The Social Structure of Competition*, Cambridge, Harvard University Press.
- CARDON D., GRANJON F., HEURTIN J.-P. (2006), "Social Networks Approaches of Activism and Cultural Practices of Young People", Dahlgren P. (ed.) (à paraître).

- CARDON D., GRANJON F. (2003), *Éléments pour une approche des pratiques culturelles par les réseaux de sociabilités*, Donnat O., Tolila P. (dir.), *Le(s) public(s) de la culture*, vol. 2, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, p. 93-108.
- CASTEL R., HAROCHE C. (2001), *Propriété privée, propriété sociale, propriété de soi. Entretien sur la construction de l'individu moderne*, Paris, Fayard.
- CASTELLS M. (1998), *The Information Age: Economy, Society and Culture. Vol. III : End of Millennium*, Oxford, Blackwell.
- COGET J.-F., YAMAUCHI Y., SUMAN M. (2002), "The Internet, Social Networks and Loneliness", *IT&Society*, vol. 1, n° 1, p. 180-201.
- COLE J., ROBINSON J. P. (2002), "Internet Use and Sociability in the UCLA", *IT&Society*, vol. 1, n° 1, p. 202-218.
- COLE J. et al. (2000), *The UCLA Internet Report: Surveying the Digital Future*, Los Angeles, UCLA Center for Communication Policy.
- COLEMAN J. S. (1990), *Foundations of Social Theory*, Cambridge, Belknap.
- COLEMAN J. S. (1988), "Social Capital in the Creation of Human Capital", *AJS*, n° 94, p. 95-120.
- DEGENNE A., FORSÉ M. (2004), *Les réseaux sociaux*, Paris, Armand Colin.
- DIMAGGIO P., HARGITTAI E. (2001), "From the "Digital Divide" to "Digital Inequality": Studying Internet Use as Penetration Increases", Working Paper, n° 15, Center for Arts and Cultural Policy Studies, Woodrow Wilson School, Princeton University.
- DIMAGGIO P., HARGITTAI E., NEUMAN W. R., ROBINSON J. P. (2001), "Social Implications of the Internet", *Annual Review of Sociology*, n° 27, p. 307-336.
- DOWNING J. D. (2001), *Radical Media. Rebellious Communication and Social Movements*, Londres, Sage.
- DUMONTIER F., PAN KÉ SHON J.-L. (1999), « En 13 ans, moins de temps contraints et plus de loisirs », *INSEE Première*, n° 675.
- EVE M. (2002), « Deux traditions d'analyse des réseaux sociaux », *Réseaux*, n° 115, p. 183-212.
- FISCHER C. (2005), "Bowling alone: what's the score ? », *Social Networks*, n° 27, p. 155-167.
- FORSÉ M. (1997), « Capital social et emploi », *L'Année sociologique*, vol. 47, n° 1, p. 143-182.

FORSÉ M. (1993), « La fréquence des relations de sociabilité : typologie et évolution », *L'année sociologique*, p. 289-212.

FORSÉ M. (1981), « La sociabilité », *Economie et Statistique*, n° 132, p. 39-48.

GARTON L., HAYTHORNTHWAITE C., WELLMAN B. (1997), "Studying Online Social Networks", *Journal of Computer-Mediated Communication*, vol. 3, n° 1, <http://jcmc.huji.ac.il/vol3/issue1/garton.html>.

GOLLAC M. (1996), « Le capital est dans le réseau : la coopération dans l'usage de l'informatique », *Travail et emploi*, n° 68, p. 39-60.

GOURNAY (de) C., MERCIER P.-A., SMOREDA Z. (2002), « Si loin, si proches : liens et communications à l'épreuve du déménagement », *Réseaux*, n° 115, p. 121-150.

GOURNAY (de) C., SMOREDA Z. (2005), "Space Bind: The Social Shaping of Communication in Five Urban Areas", Nyíri K. (ed.), *A Sense of Place: The Global and the Local in Mobile Communication*, Vienna, Passagen Verlag, p. 71-82.

GOURNAY (de) C., SMOREDA Z. (2003), "Communication Technology and Sociability: Between Local Ties and "Global Ghetto" ?", Katz J. (ed.), *Machines That Become Us: The Social Context of Personal Communication Technology*, New Brunswick, NJ: Transaction Publishers.

GRANJON F. (2005), *Pour une sociologie critique de la fracture numérique : de quelques éléments programmatiques*, Vieira L., Pinède-Wojciechowski N. (dir.), *Enjeux et usages des TIC : aspects sociaux et culturels*, tome 2, Bordeaux, Presses Universitaires de Bordeaux, p. 59-68.

GRANJON F. (2001), *L'Internet militant. Mouvement social et usages des réseaux télématiques*, Rennes, Apogée.

GRANOVETTER M. S. (1983), "The Strength of Weak Ties: a Network Theory Revisited", *Sociological Theory*, vol. 1, p. 201-233.

GRANOVETTER M. S. (1973), "The Strength of Weak Ties", *AJS*, vol. 78, n° 6, p. 1360-1380.

GRIBAUDI M. (dir.) (1998), *Espaces, temporalités, stratifications. Exercices sur les réseaux sociaux*, Paris, EHESS.

GRIBAUDI M. (1995), « Les discontinuités du social. Un modèle configurationnel », Lepetit B. (dir.), *Les formes de l'expérience. Une autre histoire sociale*, Paris, Albin Michel, p.187-225.

GRIBAUDI M., BLUM A. (1990), « Des catégories aux liens individuels : l'analyse statistique de l'espace social », *Annales ESC*, n° 6, p.1365-1402.

HAMPTON K. N., WELLMAN B. (1999), "Netville on-line and off-line", *American Behavioral Scientist*, vol. 43, n° 3, p. 478-495.

HANNERZ U. (1969), *Soulside: Inquiries into ghetto, culture and community*, New York Columbia.

HÉRAN F. (1988), « La sociabilité, une pratique culturelle », *Economie et statistique*, n° 216, INSEE, p. 3-21.

HORRIGAN J. B. (2002), *Online communities: Networks that nurture long-distance relationship and local ties*, Washington, Pew Internet and American Life Study.

HORRIGAN J. B., BOASE J., RAINIE L., WELLMAN B. (2006), *The Strength of Internet Ties*, Pew Internet and American Life Project.

HUYSMAN M., WULF V. (dir.) (2004), *Social capital and information technology*, Cambridge MA, MIT Press.

JONES S. G. (1998), *Cybersociety 2.0: Revisiting computer-mediated communication and community*, Thousand Oaks, Sage.

JOUËT J. (1992), *Relecture de la société de l'information*, Chambat P. (dir.), *Communication et lien social*, Paris, Descartes, p. 177-190.

KATZ J. E., ASPDEN P. (1997), "A Nation of Strangers ? Friendship Patterns and Community Involvement of Internet Users", *Communications of the ACM*, vol. 40, n° 12, p. 81-86.

KATZ J. E., RICE R. E. (2002), "Project Syntopia: Social Consequences Of Internet Use", *IT&Society*, vol. 1, n° 1, p. 166-179.

KAVANAUGH A., REESE D. D., CARROLL J. M., ROSSON M. B. (2003), "Weak Ties in Networked Communities", Huysman M., Wenger E., Wulf V. (eds), *Communities and Technologies*, Amsterdam, Kluwer Academic Publishers.

KRAUT R., LUNDMARK V., PATTERSON M., KIESLER S., MUKOPADHYAY T., SCHERLIS W. (1998), "Internet paradox: A social technology that reduces social involvement and psychological well-being ?", *American Psychologist*, vol. 53, n° 9, p. 1017-1031.

KRAUT R., KIESLER S., BONEVA B., CUMMINGS J., HELGESON V., CRAWFORD A. (2002), "Internet paradox revisited", *Journal of Social Issues*, n° 58, p. 49-74.

KRAVSNY L. (2002), *Problematizing the Digital Divide: Cultural and Social reproduction in a Community Technology Initiative*, Thèse de doctorat en philosophie, Department of Computer Information Systems, Atlanta, Robinson College of Business, Georgia State University, GA, <http://www.personal.psu.edu/faculty/l/m/lmk12/KvasnyDissertation.pdf>.

Revue Française de Sociologie, vol. 36, n° 4, p. 759-777.

LAZEGA E. (1998), *Réseaux sociaux et structures relationnelles*, Paris, PUF.

LE DOUARIN L. (2004), « Hommes, femmes et micro-ordinateur : une idéologie des compétences », *Réseaux*, n° 123, p. 149-174.

LELONG B. (2004), « Equiper le lien, garder la connexion : civilités et temporalités du courrier électronique », *Flux*, n° 48, p. 44-60.

LELONG B. (2002), « Savoir-faire technique et lien social. L'apprentissage d'internet comme incorporation et autonomisation », *Raisons Pratiques*, n° 13, p. 267-292.

LELONG B., THOMAS F., ZIEMLICKI C. (2004), « Des technologies inégalitaires ? L'intégration d'internet dans l'univers domestique et les pratiques relationnelles », *Réseaux*, n° 127-128, p. 141-180.

LICOPPE C. (2002), « Sociabilité et technologies de communication. Deux modalités d'entretien des liens interpersonnels dans le contexte du déploiement des dispositifs de communications mobiles », *Réseaux*, n° 112-113, p. 171-210.

LICOPPE C., BEAUDOUIN V. (2002), « La construction électronique du social : Les sites personnels. L'exemple de la musique », *Réseaux*, n° 116, p. 53-96.

LICOPPE C., SMOREDA Z. (2000), « Liens sociaux et régulations domestiques dans l'usage du téléphone », *Réseaux*, n° 103, p. 255-276.

LIN N. (2001), *Social Capital. A Theory of Social Structure and Action*, Cambridge, Cambridge University Press.

LIN N. (1995), « Les ressources sociales : une théorie du capital social », *Revue française de sociologie*, XXXVI, p. 685-704.

MAILLOCHON F. (1998), « Réseaux utopiques. Formes de relations et pratiques spatiales à Paris », Gribaudo M. (dir.), *Espaces, temporalités, stratifications. Exercices sur les réseaux sociaux*, Paris, EHESS, p. 169-205.

MALLARD A. (2002), « Les nouvelles technologies dans le travail relationnel : vers un traitement plus personnalisé de la figure du client ? », *Sciences de la Société*, n° 56, p. 63-77.

MANCERON V., LELONG B., SMOREDA Z. (2002), « La naissance du premier enfant : hiérarchisation des relations sociales et modes de communication », *Réseaux*, n° 115, p. 91-120.

MIKAMI S. (2002), "Internet Use and Sociability in Japan", *IT&Society*, vol. 1, n° 1, p. 242-250.

NIE N. H. (2001), "Sociability, Interpersonal Relations and the Internet: Reconciling Conflicting Findings", *American Behavioral Scientist*, vol. 45, n° 3, p. 426-437.

NIE N. H., ERBRING L. (2000), *Internet and Society. A preliminary report*. Stanford, Stanford Institute for the Quantitative Study of Society.

NIE N. H., HILLYGUS D. S. (2002), "The Impact of Internet Use on Sociability: Time-Diary Findings", *IT&Society*, vol. 1, n° 1, p. 1-20.

NKK (2000), *Survey shows widespread enthusiasm for high technology*, NPR online report, n° 3.

NORRIS P. (2003), Communication présentée à l'*International Forum on Social Capital for Economic Revival*, Tokyo, Economic and Social Research Institute/Cabinet Office.

NORRIS P. (2002), *Democratic Phoenix. Reinventing Political Activism*, New York, Cambridge University Press.

OLSON M (1971), *The Logic of Collective Action*, Cambridge, Harvard University Press.

PARADEISE C. (1980), « Sociabilité et culture de classe », *Revue Française de Sociologie*, vol. 21, n° 4, p. 571-597.

PARKS M. R., FLOYD K. (1996), "Making Friends in Cyberspace", *Journal of Computer-Mediated Communication*, vol. 1, n° 4, www.ascusc.org/jcmc/vol1/issue4/parks.html.

PEW INTERNET PROJECT (2000), *Tracking Online Life: How Women Use the Internet to Cultivate Relationships with Family and Friends*, report.

PHARABOD A.-S. (2004), « Territoires et seuils de l'intimité : un regard ethnographique sur les objets multimédias et leurs usages dans quelques foyers franciliens », *Réseaux*, n° 123, p. 83-117.

PONTHIEUX S. (2006), *Le capital social*, Paris, La Découverte.

PONTHIEUX S. (2003), *Que faire du « social capital » ?*, Document de travail de la Direction des statistiques démographiques et sociales, Paris, INSEE.

PORTES A. (1998), "Social Capital : its origins and applications in modern sociology", *Annual Review of Sociology*, n° 24, p. 1-24.

PRUIJT H. (2002), "Social Capital and the Equalizing Potential of the Internet", *Social Science Computer Review*, vol. 20, n° 2, p. 109-115.

PUTNAM R. D. (2001), « Mesure et conséquences du capital social », *ISUMA – Canadian Journal of Policy Research*, vol. 2, n° 1, p. 47-58.

PUTNAM R. D. (2000), *Bowling Alone: The Collapse and revival of American Community*, New York, Simon & Shuster.

- PUTNAM R. D. (1995), "Bowling Alone: America's Declining Social Capital", *Journal of Democracy*, vol. 6, n° 1, p. 65-78.
- PUTNAM R. D. (1993), "The Prosperous Community. Social Capital and Public Life", *The American Prospect*, vol. 3, n° 13, p. 35-42.
- QUAN HAASE A., WELLMAN B. (2004), "How Does the Internet Affect Social Capital", Huysman M., Wulf V. (eds.), *Social Capital and Information Technology*, Boston, MIT Press, p. 113-130.
- QUAN HAASE A., WELLMAN B. (2002a), "How Does the Internet Affect Social Capital", University of Toronto, <http://www.chass.utoronto.ca/~wellman>.
- QUAN HAASE A., WELLMAN B., WITTE J. C., HAMPTON K. N. (2002b), "Capitalizing on the Internet: Social Contact, Civic Engagement, and Sense of Community", Wellman B., Haythornthwaite C. (eds.), *The Internet in Everyday Life*, Oxford, Blackwell, p. 291-324.
- QUÉRÉ L., SMOREDA Z. (dir.) (2000), *Le sexe du téléphone, Réseaux*, n° 103.
- RICHARDSON R. J., WELLMAN B. (1985), "Structural Analysis: The State of Canadian Art", *Canadian Review of Sociology and Anthropology*, 22(5), p. 771-793.
- RIFKIN J. (2000), *L'âge de l'accès. La révolution de la nouvelle économie*, Paris, La Découverte.
- RIVIÈRE C.-A. (2005a), "Mobile camera phones: a new form of "being together" in daily interpersonal communication", Ling R., Pedersen P. (eds), *Mobile Communications: Renegotiation of the Social Sphere*, London, Springer.
- RIVIÈRE C.-A. (2005b), « De la voix à l'écriture. La diversification des modes de communication mobile en France et au Japon », *Réseaux*, n° 133, p.101-134.
- RIVIÈRE C.-A. (2001), « Le téléphone : un facteur d'intégration sociale », *Economie et statistiques*, n° 345, p. 3-32.
- RIVIÈRE C.-A. (2000a), « Les réseaux de sociabilité téléphonique », *Revue Française de Sociologie*, vol. 41, n° 4, p. 685-711.
- RIVIÈRE C.-A. (2000b), « Homme et femmes au téléphone. Un chassé-croisé entre les sexes », *Réseaux*, n°103, p. 21-49.
- ROBINSON J. P., DIMAGGIO P., HARGITTAI E. (2003), "New Social Survey Perspectives on the Digital Divide", *IT and Society*, vol. 1, n° 5, p. 1-22.
- SMOREDA Z., (dir.) (2002), *Cycle de vie et sociabilités*, Réseaux, n° 115.
- SMOREDA Z., LICOPPE C. (1998), Effets du cycle de vie et des réseaux de sociabilité sur la téléphonie, Rapport/CNET/5518, Issy-les-Moulineaux, CNET.

- SMOREDA Z., THOMAS F. (2001), "Social networks and residential ICT adoption and use", Heidelberg, Communication au 1st EURESCOM Summit 2001, *3G Technologies & Applications*.
- STEINER G. A. (1963), *The people look at Television: a Study of Audience Attitudes*, New York, Knopf.
- STEINER P. (2003), « Les *Foundations* de James S. Coleman : une introduction », *Revue Française de Sociologie*, vol. 44, n° 2, p. 205-229.
- SULLIVAN J. L. *et al.* (2002), "Social Capital and Community Electronic Networks. For-Profit Versus For-Community Approaches", *American Behavioral Scientist*, vol. 45, n° 5, p. 868-886.
- ULSANER E. (2000), "Social capital and the Net", *Proceedings of the ACM*, n° 3.
- WALTHER J. B. (1996), "Computer-Mediated Communication: Impersonal, Interpersonal and Hyperpersonal Interaction", *Communication Research*, vol. 23, n° 1, p. 3-43.
- WARSCHAUER M. (2003a), "Social Capital and Access", *Universal Access in the Information Society*, vol. 2, n° 4, <http://www.gse.uci.edu/markw/soccap.pdf>.
- WARSCHAUER M. (2003b), *Technology and Social Inclusion: Rethinking the Digital Divide*, Cambridge, MIT Press.
- WELLMAN B., QUAN HAASE A., BOASE J., CHEN W. (2003), "The Social Affordances of the Internet for Networked Individualism", *JCMC*, vol. 18, n° 3, <http://www.ascusc.org/jcmc/vol18/issue3/wellman.html>.
- WELLMAN B., BOASE J., CHEN W. (2002a), "The Networked Nature of Community: Online and Offline", *IT&Society*, vol. 1, n° 1, p. 151-165.
- WELLMAN B., QUAN HAASE A., BOASE J., CHEN W. (2002b), "Examining the Internet in Everyday Life", Nijmegen, intervention à l'Euricom conference.
- WELLMAN B., QUAN HAASE A., WITTE J., HAMPTON K. (2001), "Does the Internet Increase, Decrease, or Supplement Social Capital ? Social Networks, Participation, and Community Commitment", *American Behavioral Scientist*, vol. 45, n° 3, p. 436-455.